

# L'Association France Palestine Solidarité Paris 14-6

## INVITATION

avec le soutien de la section 14/6 de la Ligue des Droits de l'Homme



## Jérusalem-Est – Capitale de l'Etat de Palestine Lieu de fixation des blocages

Jérusalem-Est depuis l'admission à l'ONU de l'Etat de Palestine  
Où en est la résistance populaire non-violente de ses habitants ?  
Un Etat de Palestine peut-il exister sans Jérusalem-Est pour capitale ?

### Table-ronde - Mardi 14 mai 2013 de 19h à 22h

A la Salle des Fêtes de la Mairie du 14ème - 12, rue Pierre Castagnou

**Ouverture par M. Pascal CHERKI**

Député de Paris et Maire du 14ème arrondissement

**Table-ronde animée par M. Bernard RAVENEL**

ancien président de l'AFPS

Avec

**M. Elias SANBAR**

*Historien, Ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco*

**Mme Monique CHEMILLIER-GENDREAU**

*Professeur émérite de droit public et de sciences politiques*

**M. Jawad SIYAM**

*Directeur du Silwan Information Center de Jérusalem-Est*



# **Jérusalem-Est – Capitale de l'Etat de Palestine**

## **Lieu de fixation des blocages**

En novembre 2012, soixante six ans après la création de l'Etat d'Israël, la reconnaissance internationale de l'Etat de Palestine vient d'être consacrée par l'assemblée générale de l'ONU. Mais son admission en tant qu'Etat observateur non membre témoigne de ses difficultés à être pleinement reconnu dans ses droits, cela en raison de l'opposition d'un membre permanent du Conseil de sécurité, les Etats-Unis, sous la pression de l'Etat d'Israël.

En faisant cette démarche, les Palestiniens ont repris comme termes de référence ceux du droit international : la Palestine a été admise sur la base des résolutions de l'ONU, avec pour frontières les lignes d'armistice de 1949 (ou Ligne verte), c'est-à-dire la Cisjordanie qui englobe Jérusalem-Est, sa capitale revendiquée, et la bande de Gaza.

### **L'offensive israélienne contre Jérusalem-Est**

Dès la fin de la guerre de 1967, non content d'annexer illégalement Jérusalem-Est, l'Etat d'Israël a entrepris d'en augmenter considérablement la superficie en confisquant les terres de plusieurs villages palestiniens voisins. Depuis, il n'a cessé de lui infliger les coups de boutoir d'une colonisation qui vise à l'isoler du reste de la Cisjordanie et de Gaza et à en modifier activement la composition démographique en encourageant l'installation de colons et en réduisant au minimum la présence et l'emprise palestiniennes. Tout est fait pour en chasser les habitants : révocation et limitation du statut de résident, démolition de maisons, expulsions des occupants, services très dégradés ou inexistants...

Les dernières années, cette politique des faits « accomplis » a atteint un niveau supérieur avec le développement exponentiel du réseau de colonies qui étrangle toujours plus la ville, tout en compromettant la viabilité de l'Etat de Palestine. Et pour réaliser son projet, Israël se sert de la justice, de l'urbanisme, de l'architecture ainsi que de l'histoire et de l'archéologie de manière à gommer la Jérusalem multiculturelle - caractérisée par la coexistence des trois religions du Livre : le judaïsme, le christianisme et l'islam - qui a existé pendant des siècles et des siècles.

Mais cette entreprise se heurte à la résistance des habitants, mus par la volonté irréductible de continuer à vivre chez eux, à Jérusalem-Est comme ailleurs en Palestine occupée.

### **L'Etat de Palestine peut-il exister sans Jérusalem-Est ?**

La reconnaissance internationale de l'Etat de Palestine a-t-elle mis fin à la colonisation à marche forcée de cette ville qui fait partie du patrimoine de l'humanité ? Non. En représailles à la démarche palestinienne, les autorités israéliennes ont annoncé la relance du projet de colonisation d'une zone à l'est de la ville (E1) – longtemps gelé en raison de l'opposition internationale.

Pour les Palestiniens, il ne peut être question d'accepter cet état de fait. Aucun pays n'a entériné l'annexion par Israël de Jérusalem-Est. Pourtant, malgré l'impasse actuelle, la France et l'Union européenne continuent de faire la sourde oreille aux recommandations des diplomates européens en poste à Jérusalem-Est qui tirent de plus en plus fermement la sonnette d'alarme.